

Bilan du 8^e Congrès national



Le 8^e Congrès de la Fédération Syndicale Unitaire s'est tenu du 1^{er} au 5 février au Mans dans la Sarthe, il a réuni 900 congressistes venus de toute la France, représentant les 163 000 adhérents des syndicats de la Fédération. Les travaux ont été organisés autour de quatre thèmes. Congrès orienté vers l'avenir, il exige un travail militant important. Le SNESUP devra s'y investir avec force.

Un congrès aux enjeux tournés vers l'avenir

→ par Stéphane Tassel
membre du SN de la FSU

Au cœur d'une crise économique sociale et politique, aux effets durables, secouant le mouvement social, notre fédération a tenu son congrès. Elle a mené les débats au fond, notamment en matière de défense des libertés individuelles et collectives alors que l'état d'urgence était prolongé. Tout en exigeant d'en finir, c'est dans le temps long que la FSU inscrit son combat, celui de la conviction, de l'élargissement de la compréhension de questions complexes.

Le congrès a adopté très largement des textes ambitieux sur le service public, l'éducation et la recherche, la transition énergétique, l'avenir du syndicalisme, la laïcité..., tous tournés vers l'avenir pour le syndicalisme de transformation sociale, pour les personnels qu'elle représente, pour la jeunesse et les cohésions qu'elle porte en germes pour affronter la complexité du monde.

6,8 millions, c'est le nombre des votes qui se sont portés sur les listes du Front National aux dernières élections régionales. Un vote qui s'ancre dans le territoire, utilisant comme terreau la désespérance sociale. Le danger que représente l'extrême droite a été particulièrement présent lors du congrès.

Nous sommes tous touchés, dans la fonction publique, dans le corps enseignants. La dynamique du FN, et de l'extrême droite, est forte. Elle n'en est pas moins résistible. Dans cette lutte, la FSU tient toute sa place. Elle a initié, il y a deux ans, la campagne « Uni-es contre l'Extrême Droite, ses idées, ses pratiques ». Parler d'une seule voix, de manière pérenne est possible. Ce travail commun avec la CGT, Solidaires, l'UNEF, l'UNL, la Fidl est une expérience concrète.

Dans le cadre de notre objectif d'unification du mouvement syndical, le mandatement que la FSU s'est donnée au Mans, est élevé : « *La FSU entend poursuivre et accentuer son travail avec la CGT et Solidaires, sans mettre de limites sur les forces qui pourront participer à cette construction. Cette démarche doit être appliquée à tous les échelons de la vie syndicale, du national au local, de l'interprofessionnel au catégoriel. Elle articule la mise en place de formes d'actions unitaires et d'un travail d'analyse et d'initiative communs (formation, documents communs, initiatives en direction des autres OS...). Elle peut se concrétiser par une forme d'association entre nos structures syndicales.* »

Le travail mené par les congressistes a montré la capacité de la fédération à produire ensemble, dans le débat démocratique, les orientations de la FSU. Les mandats fédéraux sur des questions cruciales, recueillant des majorités dépassant sans difficulté le seuil exigeant de 70 %, ont été adoptés.

Quand des salariés, des agents tentés par les replis individuels, n'ont jamais eu autant besoin d'unité, nos décisions sont marquées par notre unité fédérale et par notre volonté de mettre en perspective une plus grande unité syndicale, pour élargir son assise et ses capacités à peser. Le nécessaire renforcement de la FSU, et de chacun de ses syndicats pour gagner en représentativité, passe par une capacité d'intervention ancrée au plus près des personnels. Dans la fonction publique territoriale, la dynamique impulsée par la création du SNUTER-FSU, la FSU territoriale (issu de la fusion du SNU-CLIAS et du SNUACTE) est réjouissante. Pour le syndicalisme de transformation sociale, progressiste alliant contestations, propositions, négociations et actions, les enjeux sont cruciaux. Passé le congrès, le travail est considérable, le chemin est ardu. Notre responsabilité est importante. ●

La FSU construira les luttes, le SNESUP doit y prendre part activement

→ par Hervé Christofol, secrétaire général

Le 8^e Congrès de la FSU est un succès, la FSU est en ordre de marche pour construire les luttes, les mobilisations et proposer des alternatives aux politiques libérales.

Ce congrès FSU s'est ouvert sur le vote unanime d'une motion de soutien aux 8 syndicalistes de l'ex-usine Goodyear d'Amiens Nord inculpés pour avoir voulu défendre leurs emplois. Il s'est achevé avec le vote du texte « Action », avec plus de 85 % des mandats, ainsi que par la réélection de Bernadette Groison au

poste de secrétaire générale de notre fédération et d'Arnaud Lemaître au poste de trésorier. Eliane Lancette qui assurait

jusqu'alors cette fonction, demeure trésorière adjointe. Elle rejoint également le CESE aux côtés de Gérard Aschieri.

Le soutien aux GoodYear a rythmé le Congrès.



Cinq jours denses en échanges et constructions ont permis aux 900 congressistes de débattre de l'avenir de la fédération, du contenu des textes des quatre thèmes du congrès ainsi que des 6 000 amendements remontés des congrès des sections départementales auxquels se sont ajoutés plus de 400 amendements lors des séances.

La délégation du SNESUP était composée de 22 camarades issu-e-s principalement des instances nationales et de la section locale du Mans. Nous avons pris activement part aux débats et avons pu y inscrire les enjeux pour le développement du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le texte « Action » rassemble les rendez-vous syndicaux des prochains mois. À court terme, la fédération œuvre à construire des mobilisations unitaires pour peser lors des négociations salariales qui débiteront fin février. Soyons nombreuses et nombreux à nous y inscrire pour obtenir la revalorisation de nos grilles indiciaires. ●

Éléments de contenu de grands thèmes

« ÉDUCATION, FORMATION, CULTURE ET RECHERCHE » : RELEVER LE DÉFI DE LA DÉMOCRATISATION

Au lieu de se voir dédié une partie indépendante, l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) a irrigué ce thème. Ainsi, les questions habituellement abordées par le prisme du « scolaire » ont été complétées par une vision « ESR », renforçant la solidarité fédérale par une connaissance et une reconnaissance mutuelle de nos problématiques. Le collectif FDE, par ses propositions et son travail de concertation avec le SNES et le SNUIPP, a fait avancer le projet d'une formation des enseignants professionnelle et universitaire dépassant la seule confrontation au terrain, la reproduction d'un modèle, ou l'« auto-formation » avec des ressources en ligne. Les difficultés à exercer nos métiers, la complexité à appréhender nos missions et les insuffisances de la démocratisation dans les parcours scolaires sont des questions

qui se posent de la maternelle au supérieur : l'enjeu est que les collègues du premier et second degré fassent confiance aux apports de la recherche qui s'ajoutent à l'expérience du terrain, y voient un intérêt et se les approprient. Sur les sujets de l'éducation et la formation tout au long de la vie (EFTLV), du numérique, de l'autonomie et des regroupements d'établissements (avec la réaffirmation de nos mandats : ni le modèle de la fusion, ni le modèle de la COMUE, ni celui d'association) l'ESR a pris toute sa place. Le travail intersyndical déjà conduit sur l'articulation des Lycées avec l'enseignement supérieur pour améliorer la réussite des Bacheliers Professionnels et Technologiques dans le supérieur a amélioré la connaissance de nos problématiques mutuelles et l'écriture du texte du thème 1.

Pierre Chantelot

« LE SYNDICALISME, LA FSU, LE SYNDICALISME INTERNATIONAL DE LA FSU »

Le thème 4 s'articulait en trois parties reprises dans son intitulé. La première a réaffirmé les mandats du congrès de 2013 sur la réunification du paysage syndical et le rapprochement avec la CGT et Solidaires. Les coopérations avec ces confédérations ont peu avancé ces trois dernières années. La FSU poursuivra ses initiatives pour construire des positions communes en vue d'actions unitaires et majoritaires. Le Snesup-FSU poursuit ses travaux au sein de l'intersyndicale de l'ESR qu'il coordonnait jusqu'en 2015 et dont la mission d'animation revient désormais au SNTRS-CGT. La règle des 70%, permettant le mandatement de la FSU à partir de l'adhésion d'une large majorité, a été conforté et le CDFN est mandaté pour adopter un article du règlement intérieur précisant un processus en 3 étapes lors de votes binaires (pour ou contre la signature de la FSU) : 1. adoption d'un texte de synthèse, 2. vote indicatif ; 3. un vote décisionnel ne comptabilisant que les « Pour » et les « Contre ».

Après l'unification des syndicats de la territoriale SnuCLIAS et SnuTefi au sein du SnuTER-FSU, l'adaptation des structures de la fédération au niveau régional doit se poursuivre. Les syndicats nationaux ont été invités à s'investir dans le militantisme fédéral et à accentuer leur communication interne et externe en revendiquant leur appartenance à la FSU.

Enfin la participation de la FSU aux initiatives syndicales internationales a été réaffirmée. L'adhésion à la confédération européenne des syndicats (CSE), mais également à l'Internationale des services publics ont fait l'objet de mandatemements. Par ailleurs, le SNESUP et le SNCS participent activement à l'internationale de l'éducation (IE) et à la fédération mondiale des travailleurs scientifiques (FMTS).

Hervé Christofol

POUR DES ALTERNATIVES ÉCOLOGIQUES SOCIALES ET DÉMOCRATIQUES

Le thème 3 du congrès portant sur les alternatives a permis d'ancrer le congrès dans l'actualité. Au cœur des débats : transition écologique à l'heure du dérèglement climatique et au lendemain de la COP21, et questions liées aux droits démocratiques dans un contexte d'état d'urgence permanent. Au-delà des analyses de la crise écologique provoquée par un système capitaliste à la recherche permanente de profit, ce sont surtout les revendications de la FSU pour une transition écologique socialement juste qui ont été approfondies lors du congrès du Mans. Nécessité de construire une campagne pour les emplois climatiques, en mettant l'accent sur la nécessité de la formation et de l'accompagnement des travailleurs dans la transition, financement public à la hauteur des enjeux pour une plus grande liberté laissée aux chercheurs/euses, ou encore gratuité pour les transports collectifs de proximité, etc. Autant d'axes revendicatifs où nous avons toujours cherché à lier urgence écologique, sociale et démocratique pour construire un projet de transformation sociale cohérent. Le congrès s'est également tenu en plein débat sur la prorogation de l'état d'urgence, la constitutionnalisation de certaines de ces mesures d'exceptions et de la déchéance de nationalité. Il a été l'occasion d'affirmer clairement le refus pour la FSU de voir ces atteintes aux libertés s'appliquer, et par conséquent nous avons collectivement affirmé la nécessité d'impliquer plus fortement notre fédération dans le collectif « nous ne céderons pas ».

Julien Rivoire